

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets au 16 mai 1995.

Art. 4. Le Ministre ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 9 novembre 1995.

La Ministre de l'Éducation, de l'Audiovisuel, de l'Enfance,
de l'Aide à la Jeunesse et de la Promotion de la Santé,

Mme L. ONKELINX

VERTALING

MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

[S - C - 29017]

N. 96 - 930

9 NOVEMBER 1995. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 mei 1995 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning van private instellingen voor de vorming en de vervolmaking van het personeel van de erkende diensten en de toekenning van toelagen aan deze instellingen in toepassing van artikel 54 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 mei 1995 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning van private instellingen voor de vorming en de vervolmaking van het personeel van de erkende diensten en de toekenning van toelagen aan deze instellingen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het nodig is in het voormeld besluit onverwijld bepalingen te treffen tot vaststelling van de wijze waarop betaalde bedragen worden geïndexeerd, om de diensten te kunnen erkennen en betoelagen en om die toe te laten zo vlug mogelijk hun activiteiten aan te vangen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 13 september 1995;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 2 oktober 1995;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort;

Gelet op de door de Regering na de beraadslaging van 16 oktober 1995 genomen beslissing,

Besluit :

Artikel 1. In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 mei 1995 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning van private instellingen voor de vorming en de vervolmaking van het personeel van de erkende diensten en de toekenning van toelagen aan deze instellingen, wordt een artikel 19bis ingevoegd, luidend als volgt

"Artikel 19bis : Wat de indexeerbare bedragen betreft die geen bezoldigingen of daarmee gelijkgestelde kosten zijn, wordt de wet van 2 augustus 1971 toegepast houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld.

Deze bedragen zijn gekoppeld aan de spilindex 138,01, de indexeringscoëfficiënt 1,0000 stemt overeen met de op 1 januari 1990 geïndexeerde bedragen."

Art. 2. In hetzelfde voormeld besluit wordt een artikel 19ter ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 19ter : Voor de bedragen die bezoldigingen of daarmee gelijkgestelde kosten zijn, wordt de wet van 1 maart 1977 toegepast houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer der consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld.

Deze bedragen zijn gekoppeld aan de spilindex 138,01, de indexeringscoëfficiënt 1,0000 stemt overeen met de op 1 januari 1990 geïndexeerde bedragen."

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 16 mei 1995.

Art. 4. De Minister tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 9 november 1995.

De Minister van Onderwijs, de Audiovisuele Sector,
Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheidspromotie,
Mevr. L. ONKELINX

F. 96 - 931

[C - 29130]

4 MARS 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les règles de fonctionnement du Comité paritaire de gestion du Fonds des Pensions à la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF)

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 18 mai 1992 créant un Fonds des Pensions des membres du personnel définitif de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) et de leurs ayants droit, notamment l'article 6;

Vu le protocole du Comité de négociation de la RTBF du 4 décembre 1992;

Vu l'accord du Ministre ayant le Budget dans ses attributions, donné le 21 décembre 1992;
Vu l'avis du Conseil d'Etat;
Sur la proposition de la Ministre-Présidente, Ministre de l'Audiovisuel;
Vu la délibération du Gouvernement du 4 mars 1996,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Comité paritaire de gestion du Fonds des Pensions fonctionne conformément aux règles fixées en annexe au présent arrêté.

Art. 2. Le membre du Gouvernement qui a l'Audiovisuel dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 4 mars 1996.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Audiovisuel,
Mme L. ONKELINX

Annexe

**Règles de fonctionnement du Comité paritaire de gestion
du Fonds des Pensions à la Radio-Télévision belge de la Communauté française (R.T.B.F.)**

1. DU COMITE

Article 1^{er}. Le fonctionnaire dirigeant, ainsi que la délégation de chacune des organisations syndicales, pourront se faire accompagner par autant d'experts qu'il y a de points à l'ordre du jour.

Le président devra être averti préalablement de la présence de ces experts.

Par délégation, deux experts à la fois pourront siéger en séance.

2. DES CONVOCATIONS

Art. 2. Le comité est convoqué à la diligence de son président.

Le comité est réuni au moins quatre fois par an et, en outre, à la demande du Comité permanent du Conseil d'Administration de la Radio-Télévision belge de la Communauté française, ou des délégués d'une des organisations syndicales représentatives.

Pour l'examen des questions urgentes et importantes, le président peut convoquer le comité par procédure d'urgence.

Art. 3. Les dates des réunions sont fixées par le président.

Pour des réunions convoquées à la demande du Comité permanent du Conseil d'Administration de la Radio-Télévision belge de la Communauté française ou des délégués d'une des organisations syndicales représentatives, et pour lesquelles l'urgence est invoquée, la réunion a lieu dans les dix jours qui suivent l'introduction de la demande de convocation au secrétariat.

Le secrétariat du comité est assuré par le secrétariat de la Radio-Télévision belge de la Communauté française.

Art. 4. Sauf les cas d'urgence, les convocations sont adressées huit jours au moins avant la date des séances, à tous les membres effectifs et aux organisations syndicales représentées au comité. Les convocations sont accompagnées de l'ordre du jour et de la documentation nécessaire à la discussion.

Les membres suppléants ne peuvent assister aux séances que pour remplacer les membres effectifs, à moins qu'ils ne soient appelés à y assister en qualité d'experts.

Tout membre effectif qui se trouve dans l'impossibilité d'assister à une réunion du comité doit en avvertir lui-même son suppléant et l'inviter à le remplacer à la réunion.

Tout membre empêché de se rendre à la réunion doit en informer immédiatement le secrétariat.

3. DE L'ORDRE DU JOUR

Art. 5. L'ordre du jour est dressé par le secrétariat du comité, sous l'autorité du président.

Art. 6. Toute demande d'inscription d'un point à l'ordre du jour doit être faite par écrit dans un document suffisamment détaillé pour permettre de préparer la discussion du problème posé.

Toute demande d'inscription d'un point à l'ordre du jour doit parvenir au secrétariat du comité en un temps qui lui permet de respecter le délai fixé à l'article 4, alinéa 1^{er}.

Le président peut autoriser l'inscription d'un point à l'ordre du jour, en dehors des délais prévus au présent article, lorsque cette inscription est justifiée par l'urgence.

Art. 7. Le comité ne peut délibérer que sur les propositions inscrites à l'ordre du jour.

Toutefois, l'ordre du jour se termine par un point "divers" à l'appel duquel des questions peuvent être posées par les membres. Les réponses à ces questions peuvent être données lors de la séance suivante.

4. DE LA TENUE DES SEANCES

Art. 8. Le président s'assure de la présence des membres et de la validité des suppléances éventuelles.

Art. 9. Le comité ne se réunit valablement que si la majorité de ses membres est présente.

Toutes les décisions du comité doivent être prises à la majorité simple des membres présents. Dans le cas de parité de voix, la décision est renvoyée à une deuxième réunion qui ne peut se tenir qu'après un mois. Si à cette deuxième réunion, une parité de voix est constatée, la proposition est considérée comme rejetée.

5. DU PROCES-VERBAL

Art. 10. Un procès-verbal des séances est dressé par le secrétariat du comité.

Le procès-verbal résume la discussion et acte la décision du comité.

Éventuellement, une note succincte rédigée par une délégation peut être jointe au procès-verbal.

Art. 11. Un exemplaire numéroté du procès-verbal provisoire est envoyé à tous les membres présents à la séance.

Les membres disposent d'un délai de cinq jours ouvrables à partir de la date d'envoi pour faire connaître par écrit leurs observations. Les corrections demandées ne peuvent avoir pour effet de modifier le sens des paroles prononcées par un membre ou la position prise par lui dans le débat.

Le procès-verbal définitif, éventuellement corrigé avec l'accord du président, est envoyé à tous les membres effectifs et suppléants, aux organisations syndicales, aux commissaires du Gouvernement, au fonctionnaire dirigeant de la Radio-Télévision belge de la Communauté française et au Conseil d'Administration de la Radio-Télévision belge de la Communauté française.

6. DE LA DOCUMENTATION

Art. 12. Tous les dossiers en original sont versés aux archives du secrétariat de l'Institut qui en assurera la conservation. Il en est de même de toute la documentation qui s'y rattache. Les membres peuvent en prendre connaissance sur place.

La présente est annexée à l'arrêté du Gouvernement du 4 mars 1996.

VERTALING

N. 96 - 931

[C - 29130]

4 MAART 1996. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende regeling van de werking van het Paritair Beheerscomité van het Pensioenfonds bij de "Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF)"

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 18 mei 1992 tot oprichting van een Fonds voor de Pensioenen van de vast benoemde personeelsleden van de "Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF)" en hun rechthebbenden, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op het protocol van het Onderhandelingscomité van de RTBF van 4 december 1992;

Gelet op het akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheid de Begroting behoort, gegeven op 21 december 1992;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, Minister van de Audiovisuele Sector;

Gelet op de door de Regering na de beraadslaging van 4 maart 1996 genomen beslissing,

Besluit :

Artikel 1. Het Paritair Beheerscomité van het Pensioenfonds werkt op de wijze bepaald in de bijlage van dit besluit.

Art. 2. Het lid van de Regering tot wiens bevoegdheid de Audiovisuele Sector behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 4 maart 1996.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van de Audiovisuele Sector,

Mevr. L. ONKELINX

Bijlage

Werking van het Paritair Beheerscomité van het Pensioenfonds bij de "Radio-Télévision belge de la Communauté française (R.T.B.F.)"

1. HET COMITE

Artikel 1. De leidend ambtenaar, alsook de afvaardiging van elke vakvereniging, mogen zich laten vergezellen door zoveel deskundigen als er punten op de agenda staan.

De voorzitter moet vooraf op de hoogte worden gebracht van de aanwezigheid van deze deskundigen.

Er mogen per afvaardiging twee deskundigen tegelijkertijd op de vergadering aanwezig zijn.

2. DE BIJEENROEPING

Art. 2. Het comité wordt ten verzoeken van zijn voorzitter bijeengeroepen.

Het comité vergadert ten minste vier keer per jaar en bovendien op verzoek van de Vaste Commissie van de Raad van Bestuur van de "Radio-Télévision belge de la Communauté française" of van de afgevaardigden van een van de representatieve vakverenigingen.

Voor het onderzoek van de dringende en belangrijke kwesties, mag de voorzitter het comité bij spoedprocedure bijeenroepen.

Art. 3. De data van de vergaderingen worden door de voorzitter vastgesteld.

Wat de vergaderingen betreft die bijeengeroepen worden op verzoek van de Vaste Commissie van de Raad van Bestuur van de "Radio-Télévision belge de la Communauté française" of van de afgevaardigden van één van de representatieve vakverenigingen en waarvoor de dringende noodzakelijkheid wordt ingeroepen, heeft de vergadering plaats binnen de tien dagen die volgen op de indiening van de aanvraag om bijeenroeping bij het secretariaat.

Het secretariaat van het comité wordt waargenomen door het secretariaat van de "Radio-Télévision belge de la Communauté française".

Art. 4. Behoudens in spoedgevallen, worden de oproepingsbrieven ten minste acht dagen vóór de datum van de vergaderingen naar al de werkende leden en naar de op het comité vertegenwoordigde vakverenigingen verstuurd. Samen met de oproepingsbrieven worden de agenda en de voor de discussie noodzakelijke documentatie verzonden.

Plaatsvervangende leden mogen slechts op de vergaderingen aanwezig zijn om werkende leden te vervangen, tenzij men op hun aanwezigheid als deskundigen een beroep doet.

Ieder werkend lid dat op een vergadering van het comité niet aanwezig kan zijn, is verplicht persoonlijk zijn plaatsvervanger te verwittigen en moet hem verzoeken de vergadering in zijn plaats bij te wonen.

Elk lid dat verhinderd wordt zich naar de vergadering te begeven, moet er onmiddellijk het secretariaat van verwittigen.

3. DE AGENDA

Art. 5. De agenda wordt door het secretariaat van het comité, onder het gezag van de voorzitter, uitgewerkt.

Art. 6. Elk verzoek om een punt op de agenda te zetten moet schriftelijk in een document geformuleerd worden waarin voldoende gegevens voorkomen om de bespreking van het opgeworpen probleem te kunnen voorbereiden.

Elke aanvraag om een punt op de agenda te zetten moet op het secretariaat van het comité in een tijdspanne toekomen waarbinnen het mogelijk is de bij artikel 4, lid 1, gestelde termijn na te leven.

De voorzitter kan toelating geven een punt op de agenda buiten de bij dit artikel bepaalde termijnen te zetten, wanneer deze inschrijving door de dringende noodzakelijkheid verantwoord is.

Art. 7. Het comité kan slechts over de voorstellen beraadslagen die op de agenda staan.

Het laatste punt op de agenda is evenwel "allerlei" en op dat ogenblik kunnen de leden vragen stellen. De antwoorden op deze vragen mogen tijdens de volgende vergadering verstrekt worden.

4. HET VERLOOP VAN DE VERGADERINGEN

Art. 8. De voorzitter gaat na of de leden aanwezig zijn en of de aanwezigheid van eventuele plaatsvervangers geldig is.

Art. 9. Het comité vergadert slechts geldig indien de meerderheid van haar leden aanwezig is.

Alle beslissingen van het comité moeten bij gewone meerderheid van de aanwezige leden genomen worden. Bij staking van stemmen, wordt de beslissing naar een tweede vergadering verschoven die slechts na een maand mag gehouden worden. Indien er op deze tweede vergadering opnieuw staking van stemmen wordt vastgesteld, wordt het voorstel als verworpen beschouwd.

5. DE NOTULEN

Art. 10. De notulen van de vergaderingen worden door het secretariaat van het comité opgesteld.

In de notulen wordt een samenvatting van de discussie gegeven en wordt akte genomen van de beslissing van het comité.

Desgevallend mag er een bondige nota, opgesteld door een afvaardiging, bij de notulen gevoegd worden.

Art. 11. Een genummerd exemplaar van de voorlopige notulen wordt naar alle op de vergadering aanwezige leden gezonden.

De leden hebben vijf werkdagen tijd vanaf de datum van de verzending om hun opmerkingen schriftelijk mede te delen. Er mag geen wijziging van de zin van de door een lid gezegde woorden of van het standpunt dat het lid tijdens het debat had ingenomen, uit de gevraagde correcties voortvloeien.

De definitieve notulen, waaraan eventueel correcties werden aangebracht met de toestemming van de voorzitter, worden verstuurd naar al de werkende en plaatsvervangende leden, de vakverenigingen, de commissarissen van de Regering, de leidend ambtenaar van de "Radio-Télévision belge de la Communauté française" en de Raad van Bestuur van de "Radio-Télévision belge de la Communauté française".

6. DE DOCUMENTATIE

Art. 12. Al de oorspronkelijke stukken van de dossiers worden bij het archief van het Instituut neergelegd dat zorgt voor de bewaring ervan. Hetzelfde gebeurt met al de documentatie die ermee verband houdt. De leden kunnen er ter plaatse kennis van nemen.

Deze tekst wordt gevoegd bij het besluit van de Regering van 4 maart 1996.

MINISTERE DE L'EDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 96 - 932

[S - C - 29106]

13 FEVRIER 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 14 septembre 1989 fixant les modalités des examens, l'organisation et le fonctionnement du Jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire (première section : enseignements secondaires inférieurs général, technique, artistique et professionnel)

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949, telles qu'elles ont été modifiées,